

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Carrière situées aux lieux-dits « Sarrat de la Pietat », « Las Espereres », et « Le Fournas », sur la commune de BAIXAS

Réf : 2025-078-PR
Code AIOT : 0006601371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS implanté aux lieux-dits : Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas sur la commune de Baixas.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été menée de manière inopinée.

L'objectif est de vérifier le respect :

- des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure 29/11/2024 concernant le revêtement de la piste reliant la zone de stockage des produits finis et le pont bascule ;
- par sondages, des mesures de prévention des émissions de poussières et de surveillance des retombées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)

- lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat »

La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation couvrait une surface de 62,6 ha sur la commune de BAIXAS, répartie sur 2 sites distincts :

- 45,6 ha correspond à la zone en exploitation aux lieux-dits : « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat »,
- 17 ha correspond à une ancienne exploitation (carrière du Quintou) et constitue une réserve de matériaux, aux lieux-dits : « Cami Ral » et « Papelauque ».

L'autorisation concernant la carrière principale a été renouvelée par arrêté du 02/07/2021, par contre le renouvellement de la carrière du Quintou qui n'était plus exploitée depuis plus de 40 ans et dont l'exploitant ne disposait pas de la totalité des droits de forage a été refusée.

L'autorisation du 02/07/2021 porte sur une surface de 45,6 ha, une production moyenne de 600.000 t/an et une production maximale de 800.000 t/an.

L'autorisation d'exploiter la carrière de Baixas a été transférée au groupe LAFARGE en 1998. Suite à des restructurations internes au groupe, la dénomination sociale de l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements ; l'exploitant actuel est la SAS LAFARGE GRANULATS.

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics. Les matériaux sont transformés sur place dans une l'unité de traitement de 1360 kW qui dispose d'un arrêté préfectoral sans limite de durée datant du 10/08/2011. De même, les autres installations classées du site (stations de transit visées par les rubriques ICPE 2516-2517) disposent d'attestations administratives autorisant leur exploitation sans limite de durée et de manière indépendante à l'autorisation préfectorale de la carrière.

L'exploitation est conduite par tranches horizontales descendantes jusqu'à la côte de fond de fouille fixée à 90 m NGF (puissance totale exploitée de l'ordre de 100 m). Les matériaux sont abattus en grande masse à l'explosif, triés, repris à la pelle hydraulique et chargés dans des tombereaux. Les matériaux d'enrochement sont mis en stock par catégorie sur le site de la carrière, les autres matériaux sont transportés jusqu'à l'installation de traitement.

Le réaménagement prévoit le remblaiement partiel de la fosse avec les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Respect de l'arrêté de mise en demeure	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 29/11/2024, articles 1 et 2
2	Prévention des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.5
3	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la mise en demeure a été respectée, que les observations formulées lors de la précédente inspection pour améliorer les mesures de prévention ont été prises en compte, que l'exploitant reste vigilant lors de l'exploitation quotidienne de la carrière et des installations de

traitement afin de limiter les émissions de poussières.

2 observations ont été formulées pour améliorer la prévention des émissions de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 29/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Article 1 La société LAFARGE GRANULATS, [...], est mise en demeure de corriger la non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 23/10/2024, dans le délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none">Prévention des émissions de poussières Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021 susvisé, Article 3.1.5 : « la voie de circulation principale, jusqu'à l'installation de traitement et le stock de produits finis est revêtue d'un enrobé. » Article 2 - justificatifs de mise en conformité La société LAFARGE GRANULATS doit fournir, dans le délai de 6 mois mentionné à l'article 1, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives.
Constats : Par mail du 27/02/2025 la société Lafarge Granulats a confirmé avoir recouvert la piste « retour » entre la zone des stocks finis et le pont bascule par un enrobé. L'inspection a pu constater sur site la présence de cet enrobé englobant également la zone utilisée pour le bâchage des camions. L'enrobé s'arrête à l'entrée de la zone de stockage, l'exploitant précise que la plateforme étant alimentée par les tombereaux, l'enrobé serait rapidement altéré par la circulation de ces engins (d'où l'arrêt de l'enrobé sur la piste « camions clients » à l'entrée de la zone de transit). La mise en demeure peut être considérée comme levée. Observation formulée par l'inspection à la suite du constat : La signalétique être doit plus explicite au départ de la nouvelle piste enrobée « retour » au pont bascule afin d'obliger les camions des clients à emprunter la nouvelle piste et non la piste non revêtue utilisée pour la circulation des tombereaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et

à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement « de l'installation » sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception « de l'installation » prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Dispositions spécifiques liées aux épisodes de vent :

En période sèche et ventée (Tramontane avec ventosité > 60 km/h), les opérations d'extraction, de roulage des tombereaux et de fonctionnement des installations de traitement sont suspendues afin de limiter l'envol des poussières. Ces épisodes sont consignés sur un registre ouvert à cet effet.

Dispositions spécifiques pour les stockages, le chargement et déchargement :

Les stockages des stériles d'extraction et les stocks des produits en vrac sont positionnés à l'intérieur des fosses d'extraction pour limiter la prise au vent des vents dominants.

Des dispositifs fixe d'aspersion sont installés au niveau du stockage des produits finis (sables) et du stockage des stériles. Ces dispositifs sont positionnés et conçus de manière à permettre de générer un flux de micro-gouttelettes et capturer les particules de poussières au niveau des stockages, des zones de chargement et déchargement. Ils sont mis en œuvre en tant que de besoins pour limiter les envols notamment par temps sec.

Les stockages à l'air libre de produits pulvérulents sont interdits sur le site de la carrière. En particulier les matériaux de granulométrie fine (fillers) sont stockés dans un silo étanche.

Les fillers sont dépotés à l'aide de flexibles étanches puis transportés par camion-citerne.

Dispositions spécifiques pour la circulation :

Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, notamment les pistes, sont arrosés en tant que de besoin (système d'asperseurs fixes, complété au besoin par une citerne mobile). Le débit de l'eau d'arrosage doit être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;

Un réseau d'asperseurs fixes est positionné au niveau :

- de la piste reliant la zone en cours d'exploitation et le primaire de l'installation ;
- de la piste reliant l'installation à la mise en stock des matériaux.

La voie de circulation principale, jusqu'à l'installation de traitement et le stock de produits finis est revêtue d'un enrobé.

La vitesse de circulation des camions est limitée à 30 km/h. Cette vitesse est affichée et contrôlée par l'exploitant.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Une aire de bâchage des camions est installée en sortie de la zone de chargement et un laveur de roue et un portique d'arrosage sont positionnés en sortie de la zone de pesage. L'exploitant contrôle le bâchage des camions ou, à défaut, l'arrosage de leur chargement au moyen du portique d'aspersion, préalablement à la sortie des véhicules. Ce contrôle doit permettre d'interdire la sortie des véhicules non bâchés où dont le chargement n'a pas été humidifié.

Installation de traitement :

Les équipements de l'installation de traitement susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières doivent être équipés de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible, en particulier :

- capotage des tapis transportant les éléments fins ;
- système de pulvérisation d'eau au niveau des cribles et des jetées de tapis cribles ;
- goulotte rétractable en sortie de trémie de chargement des éléments les plus fins (0/2 ou 0/4)
- silo de stockage des fillers (éléments < 2mm) ;
- système d'aspiration des fines particules ; les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées ;
- nettoyage régulier pour supprimer les accumulations de poussière.

Constats :

En compléments de l'inspection organisée pour lever la mise en demeure, l'inspection a vérifié par sondage le respect des prescriptions liées aux envols de poussières et la prise en compte des observations formulée suite à la précédente inspection, à savoir :

- Un registre a été mis en place pour enregistrer chronologiquement les modifications apportées aux installations afin de réduire les émissions de poussières. L'inspection a consulté le registre classé dans le bureau du chef de carrière. Ce registre consigne la date de réalisation des travaux, les caractéristiques des travaux, le coût des travaux ;

Ce registre démarre en novembre 2024. Il permet de suivre les évolutions des mesures prises pour limiter les émissions de poussières.

- Un registre a été mis en place afin de formaliser les rondes de vérification périodiques des dispositifs de limitation d'émissions de poussières.

Il est tenu à jour par le chef de carrière ou un autre salarié du site.

Il a été consulté le jour de l'inspection. Une ronde par mois est réalisée

- La signalisation de la limitation de la vitesse sur site a été complétée. Des panneaux sont présents dès l'entrée de la carrière puis positionnés le long des pistes pour le chargement clientèle et des pistes d'exploitation. La vitesse est limitée à 30 km/h sur l'ensemble du site. La zone de manœuvre sous les trémies de l'installation de traitement est limitée à 20 km/h.

Le chef de carrière confirme faire attention au respect de la limitation de vitesse mais ne pas disposer de radar permettant le contrôle de vitesse.

- Au cours de la visite l'inspection a également consulté le rapport mensuel d'exploitation sur lequel sont mentionnés les jours d'interruption des opérations d'extraction, du roulage des tombereaux et du fonctionnement des installations de traitement en cas de Tramontane d'une vitesse supérieure à 60 km/h. Le rapport fait état respectivement de 2j d'arrêt complet en février, 7j en mars, 2j en avril, 2j en mai. Pour rappel les opérations de déstockage des produits finis se poursuivent afin de ne pas interrompre les livraisons des matériaux auprès des clients.
- Réseau d'asperseurs : au cours de la visite l'inspection a vérifié par sondage le bon fonctionnement du réseau d'asperseurs qui est démarré par télécommande en cas de besoin (mesure d'économie d'eau) ;
- Stockage des granulats (produits finis). La station de transit est située dans une ancienne zone d'exploitation en fosse, 3 niveaux sous le terrain naturel et protégé de la Tramontane. L'inspection a constaté que le déstockage est réalisé en premier lieu depuis le fond de fosse puis pour le 6/10, 6/14, 14/20 et 2/6 depuis par verse depuis le gradin supérieur. Le sable est uniquement déstocké sur le carreau sans mise en verse.
- Constat de la présence de l'asperseur fixe rehaussé pour permettre un meilleur arrosage du stock de sable, avec une séquence de fonctionnement automatique ;
- Constat de la mise en place de la goulotte rétractable en sortie de trémie de chargement du silo des sables. Ce point était en cours lors de la précédente inspection du fait d'un retard de livraison de l'équipement ;
- Le filler (éléments les plus fins) sont stockés dans 2 silos. Le chef de carrière confirme que les fillers sont déstockés dans des camions citernes par l'intermédiaire de manches rentrant dans la citerne pour éviter les envols ;
- Vérification par sondage au cours de la visite du capotage des tapis transportant les éléments et du bon fonctionnement des brumisateurs d'eau au niveau des cribles et des jetées de tapis des cribles ;
- Vérification de l'ajout d'une brumisation complémentaire au niveau du tapis T258 0/40 ;

Au cours de la visite l'inspection a également vérifié au pont bascule le respect de la consigne de bâchage des camions.

Le chef de carrière a confirmé la mise en place d'un registre des plaintes afin de pouvoir recenser les signalements des riverains, les analyser, vérifier l'origine des émissions, et apporter le cas échéant des mesures correctives. Ce registre informatique qui est géré par le responsable d'exploitation, non présent lors de cette inspection inopinée, n'a pas pu être consulté.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :


La consigne donnée au personnel du pont bascule chargé de vérifier le bâchage doit être plus explicite afin que ce personnel puisse connaître :

- le type de chargement qui doit impérativement être bâché,
- la procédure à suivre dans le cas où le camion n'est pas bâché, notamment si le chauffeur indique que la bâche ne fonctionne pas.

La signalétique doit être renforcée à l'entrée du pont bascule afin d'informer les chauffeurs sur les obligations de bâchage.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : La société Lafarge Granulats renforce le plan de surveillance des émissions de poussières prévu par l'article 19.5 de l'arrêté ministériel relatif aux carrières afin de tenir compte des résultats de la modélisation 3D de la dispersion de poussières et de l'évaluation de la disposition des jauges réalisées par la société FLUIDYN (rapport n° 1023132 version 2 du 19/12/2023) pour le site de la carrière de Baixas. En particulier sur une période de 12 mois à compter de début 2024, la surveillance est réalisée en continu (12 campagnes mensuelles de trente jours). À l'issue de cette campagne, la fréquence trimestrielle prévue par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières est reprise.
Constats : Les rapports ATMO Occitanie de surveillance des retombées de poussières sont transmis régulièrement à l'inspection. L'exploitant poursuit la surveillance permanente des retombées (par campagnes mensuelles). Le rapport de la 1 ^{re} période 2025 fait ressortir : <ul style="list-style-type: none">• par comparaison entre les jauges positionnées sous les vents et des jauges témoins, un impact de la carrière (moyenne des résultats sur les 2 jauges de type a (hors influence de la carrière) : 68 mg/m²/jour, moyenne résultats sur les 4 jauges de type b (à proximité des habitations) : 112 mg/m²/jour ;• Atmo Occitanie qualifie l'empoussièrement de « faible » en particulier sur les 4 jauges de type b (positionnées à proximité des habitations). Aucune jauge de type b n'a dépassé l'objectif de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante prescrit par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ; les moyennes annuelles glissantes sont respectivement de 206, 94, 193 et 198 mg/m ² /jour pour les 4 jauges de type b BAIX1, BAIX4, BAIX10, BAIX12. Le rapport précise que l'alignement des jauges BAIX3, BAIX12, BAIX10 et BAIX1 par rapport aux vents dominants en direction des habitations, met en évidence une décroissance rapide de l'empoussièrement avec la distance à l'exploitation, à savoir pour la 1 ^{er} période 2025 : BAIX3 : 324 mg/m ² /jour → BAIX12 situé à 400 m : 83 mg/m ² /jour.

L'inspection a vérifié par sondage les jauges BAIX5, BAIX12, BAIX10, BAIX11.
Type de suites proposées : Sans suite